ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juillet 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1168)

Adopté

AMENDEMENT

N° AS179

présenté par

M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Biémouret, Mme Manin, M. Vallaud, Mme Vainqueur-Christophe, Mme Victory, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Letchimy, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, M. Pupponi, Mme Rabault, M. Saulignac, Mme Tolmont et Mme Untermaier

ARTICLE 11

I. – Supprimer l’alinéa 14.

II. – En conséquence, à l’alinéa 15, substituer aux mots :

« du même article »,

les mots :

« de l’article ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Comme l’ont rappelé nos collègues sénateurs, il n’est pas opportun de confier la présidence des conseils d’administration des lycées professionnels à une personnalité extérieure. Il suffirait d’une section professionnelle dans un lycée général pour que l’alinéa s’applique. Les chefs d’entreprise n’ont pas de qualité spécifique de pédagogue. Cet alinéa est un pas de plus dans la main mise des entreprises locales sur les établissements.

Je regrette d’ailleurs que la Ministre ait émis un avis favorable à cette évolution au Sénat.

Rapprocher les établissements et le monde économique, oui, mais faut-il pour autant propulser un chef d’entreprise à la présidence du conseil d’administration, avec tous les dégâts que cela peut entraîner ? Un lycée professionnel, on y apprend un métier mais aussi à devenir citoyen, à respecter les autres, ce n’est pas une société commerciale.

C’est pourquoi nous proposons la suppression de cet alinéa.